

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail Spécial des Préfectures exceptionnel
du 22 septembre 2020



M ALBERTINI, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, président du CHSCT SP, a rappelé ses 3 priorités face au risque COVID :

- 1/ Prévenir avec une organisation ministérielle pour limiter et circonscrire le COVID avec le respect des gestes « barrière »
- 2/ Privilégier à tous les niveaux du ministère l'écoute partagé
- 3/ Adaptation des services du ministère

MA PRIORITE EST L'ECOUTE



FO réaffirme l'importance de l'accompagnement des agents et de la communication, dans ce contexte anxiogène de crise !

FO demande la reconnaissance du COVID en maladie professionnelle pour les agents du ministère, la suppression du jour de carence, la répartition effective des postes NOEMI envoyés dans les préfectures ! et aussi, des instructions claires et cohérentes aux collègues compte tenu de l'évolution de la situation !



FO PREF-SMI ALERTE A NOUVEAU LE SECRETAIRE GENERAL

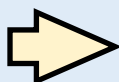
Les modes de fonctionnement pendant la crise sanitaire et le confinement ont sévèrement **fragilisé psychologiquement** tous les personnels des préfectures et des sous-préfectures. Les équipes sont à bout.

ATTENTION R.P.S. +++

DES « BLESSURES » IRREVERSIBLES :

- ⇒ Des **INCOHERENCES MULTIPLES** dans la gestion nationale de la crise sanitaire « COVID » et dans les consignes de protection depuis mars 2020 (pas masque, masque ??)
- ⇒ Une **COMPENSATION** préfectorale de la **PENURIE NATIONALE** en équipements de protection (masques...) et de la **DEFAILLANCE ADMINISTRATIVE des EHPAD** (demande de volontariat auprès des personnels préfectures)
- ⇒ L'**ACCUMULATION CONSTANTE** de **SIGNAUX NEGATIFS** adressés aux personnels engagés dans la crise : **répartition aléatoire de la « prime Covid », la perte de congé, les difficultés à télétravailler, le non-remboursement des frais de restauration COVID**
- ⇒ Des consignes de **RATTRAPAGE IMMEDIAT** des retards de traitement dus au COVID, comme si la crise sanitaire n'avait pas eu lieu

- **UN SURCROÎT DE TRAVAIL DE FORTE EXIGENCE**
- **UNE PERTE IRREMIABLE DE CONFIANCE DANS L'ADMINISTRATION**
- **UNE DEMOTIVATION PROFONDE PAR UNE PERTE DE SENS**
- **UNE SOUFFRANCE PALPABLE DES SERVICES RH ET DIDSIC SURMOBILISES**



UN RISQUE MAJEUR D'ECROULEMENT, EN CAS DE « REBOND COVID »